



# Quai des Brumes

Novembre 2010

Rédacteur en Chef : S.Géhan  
Rédacteur adjoint. L. Hébert  
Webmaster : D.Dona

## Dans ce numéro :

|                                                 |    |
|-------------------------------------------------|----|
| Edito                                           | 1  |
| L'EUROPE DE MAASTRICHT                          | 2  |
| L'EUROPE DE MAASTRICHT                          | 3  |
| L'emploi des seniors-Renault                    | 4  |
| Les Vrais Chiffres de la grève/ Frau-de Sociale | 5  |
| Mémento                                         | 6  |
| Le revenu de Base                               | 7  |
| Compte-rendu CRM 22/09/2010                     | 8  |
| CR Visite CHS-Di                                | 9  |
| Bulletin d'adhésion                             | 10 |

### Edito :

Le dernier « Quai des Brumes » ayant fait beaucoup parlé de lui, suite à un article de notre reporter Ali Gator, nous allons veiller à éviter la censure de notre syndicat national, la colère de notre DR, les rancœurs de nos collègues horriblement brocardés. Pour commencer dans ce numéro, nous ne parlerons pas de la Celtic, ce service tellement à part au Havre, dans la sphère douanière nationale et même aux confins de l'univers, puisque un adhérent de la planète Pluton a tenu à nous rendre sa carte après la publication de l'article incriminé. La CIA, la NSA, le FBI, la DGSE, étant sur le coup, nous ne voudrions pas que nos ordinateurs soient volés comme ceux de Mediapart ou « Le Canard ». Ainsi une nouvelle rubrique, purement imaginaire remplace le créneau d'Ali Gator, « Mémento », où la vie d'un Chef d'Unité à l'heure d'une Douane moderne. C'est fictif, un peu dans le même ordre d'idée que le « Journal de Carla B. ».

Déjà, ma messagerie personnelle a été visitée par un fier et brave collègue pour en tirer des informations *capitales* sur l'avenir de la Douane et qu'il a aussitôt rapporter comme un nonos à son maître, je ne voudrais pas risquer l'avenir de la section avec des articles d'une *violence inouïe*. A quelques semaines de la fin de mon mandat de secrétaire régional, ce serait con. J'espère qu'on ne retiendra pas que ça de mes quatre années à la tête de la section, mais je n'en suis pas sûr...

Militer à la CGT demande un investissement permanent, sans faille, avec des convictions forgées dans l'étaï. On prend beaucoup de coups. La carrière se retrouve souvent en stand-by (c'est la force des lâches que de se venger au moment de la notation, planqué dans son bureau). Mais il y a pire... Comme le copain, délégué syndical CGT de Port-Jérôme, que ses patrons essaient de licencier pour un motif fallacieux. Les camarades du GPMH, qui sont victimes d'un complot ourdi par un groupe d'intérêt politico-économique. Où ce militant poitevin de Sud éducation (voir le lien <http://solidairesavecgilles.ouvaton.org/phpPetitions/index.php?petition=2>) Alors de quoi je me plains ?

Je ressors d'une formation syndicale de premier niveau (je sais, j'ai passé l'âge militant, mais ça permet surtout de rencontrer des copains venus de tous horizons professionnels). A cette occasion, les quinze stagiaires ont pu exprimer leurs attentes dans la CGT, énormes, et leurs envies de militer, toutes aussi mastock. Parmi eux, deux filles, bossant au « Traiteur de Paris », une boîte de Fécamp. La description de leurs conditions de travail tétanise tout le monde : pressions, flexibilité, non-paiement des heures, ambiance de travail délétère, salaire de misère etc. ça fout les boules ! Elles incarnent ce pour quoi tout militant doit se battre : un idéal de justice, d'équité, de respect. Faire changer les choses, les bouger, avec ou sans rapport de forces. Construire ensemble un autre choix de société. Accepter que nous soyons dans une lutte de classes, que nous sommes les pauvres, les mal lotis, tous et toutes, mais que nous sommes beaucoup, beaucoup plus nombreux que tous ces Maîtres : banquiers et financiers, politiques et leurs valets... Que nous ne pouvons plus accepter l'inacceptable ! Que nous exigeons une juste répartition des richesses ! Pour nous, pour nos gosses...

## L'EUROPE DE MAAS-TRICHT

A **Rome**, des échauffourées ont marqué de nouvelles manifestations contre la réforme des universités voulue par le gouvernement Berlusconi. Un groupe de protestataires a notamment tenté d'envahir le Sénat, réussissant à franchir les barrières de sécurité entourant le [Palazzo Madama](#) (siège de la chambre haute), avant d'être repoussés par les forces de l'ordre au terme de nombreux accrochages. Les étudiants ont ensuite essayé de forcer un cordon de sécurité lors d'un sit-in devant la chambre des députés, où se déroulait l'examen de la réforme de l'université proposée par la ministre de l'éducation, [Mariastella Gelmini](#).

Les manifestants ont lancé des œufs et des fumigènes vers l'entrée de la chambre haute, aux cris de *"Démissions, démissions !"* Des violences qualifiées d'*"inacceptables"* par le président de la chambre des députés, [Gianfranco Fini](#). Un autre rassemblement d'étudiants, dans le centre de Rome, s'est terminé par des affrontements avec la police, d'où plusieurs contestataires sont ressortis légèrement blessés. Selon le quotidien [La Repubblica](#), plusieurs d'entre eux se sont également retrouvés devant le [Palazzo Grazioli](#), la résidence de [Silvio Berlusconi](#), l'appelant à quitter son poste.

*"Non aux coupes", "Rendez-nous notre avenir"*, affichaient les banderoles des étudiants, alors que le texte doit être voté jeudi. La réforme de l'université prévoit notamment la fusion des établissements les plus petits, l'entrée dans les conseils d'administration d'experts externes au monde académique, et réduit le mandat des recteurs. Ses détracteurs estiment qu'elle vise surtout à faire des économies, par exemple via le non-renouvellement des contrats à durée déterminée de dizaines de milliers de chercheurs.

Mercredi 17 novembre, des dizaines de milliers d'étudiants [avaient déjà défilé](#) contre ce projet de loi, au milieu d'une centaine de cortèges répartis dans tous le pays. Confronté à la crise économique, le gouvernement italien a déjà adopté plusieurs lois en deux années de mandat, qui doivent couper

9 milliards d'euros de budget et supprimer 130 000 emplois dans l'éducation nationale, sur la période quinquennale 2009-2013.

### Le plan de rigueur prévoit une hausse de la TVA et une baisse du salaire minimum

LEMONDE.FR avec Reuters et AFP | 24.11.10 | 15h35 • Mis à jour le 24.11.10 | 18h21

**L'Irlande** a dévoilé, mercredi 24 novembre, un plan de rigueur draconien qui vise à dégager 15 milliards d'euros d'ici à 2014 : conditions d'un vaste plan de sauvetage international de l'Eire, ces mesures d'austérité, les troisièmes depuis l'entrée en récession de l'ancien Tigre celtique en 2008, étaient redoutées par une population qui a déjà fait de nombreux sacrifices.

Selon un document remis à la presse, le plan sur quatre ans prévoit 10 milliards d'euros d'économies budgétaires et 5 milliards de revenus supplémentaires, générés par des hausses d'impôts. 40 % du plan, soit 6 milliards d'euros, doivent être réalisés dès l'année prochaine, précise ce document de quelque 130 pages. *"Les objectifs de ce plan sont exigeants, mais réalistes"*, affirme le texte. *"Ce plan générera de la confiance dans le pays et à l'extérieur."*

### DÉPART À LA RETRAITE RELEVÉ

Parmi les économies prévues, les dépenses sociales baisseront de 2,8 milliards d'euros d'ici à 2014. Ainsi, les allocations familiales seront réduites de 10 % tandis que l'âge de départ à la retraite sera porté à 66 ans en 2014, 67 en 2021 et 68 ans en 2028. Parallèlement, 24 750 emplois publics seront supprimés, pour revenir au niveau de 2005. Le salaire horaire minimum sera abaissé de 8,65 à 7,65 euros. Enfin, 3 milliards d'euros seront économisés sur les dépenses de santé, d'éducation ou pour l'agriculture.

Du côté des revenus supplémentaires, le taux de TVA doit aug-

menter de 21 % à 22 % en 2013, puis à 23 % en 2014, dans le but de lever 620 millions d'euros. En revanche, l'Irlande laissera inchangé son taux d'imposition sur les sociétés à 12,5 %, l'un des plus faibles d'Europe – la moyenne dans la zone euro est de 25,7 %. *"C'est une pierre angulaire de notre politique économique tournée sur la libre entreprise"*, affirme le document remis à la presse. Paris et Berlin avaient demandé le relèvement du taux irlandais, mais Brian Cowen avait assuré que ce point n'était *"pas négociable"*, car son relèvement est susceptible de faire partir du pays les multinationales qui s'y sont installées en raison de sa fiscalité avantageuse.

Le gouvernement irlandais précise avoir basé son plan sur une prévision de croissance de 2,75 % en moyenne entre 2011 et 2014, après une croissance *"légèrement positive"* cette année.

### "FIERS ET RÉSILIENTS"

L'objectif est de ramener, comme l'exige l'UE, le déficit public irlandais à 3 % du PIB. Un déficit qui a atteint 32 % du PIB cette année, en raison des quelque 50 milliards d'euros que l'Irlande a dû injecter dans ses banques afin de leur éviter la faillite.

Lors de la conférence de presse de présentation du plan, le *taoiseach* (premier ministre), Brian Cowen, et le ministre des finances, Brian Lenihan, ont insisté sur le fait qu'il s'agissait de "leur" plan et non du plan voulu par le FMI. Ces mesures de rigueur constituent toutefois un préalable incontournable à l'octroi de l'aide internationale. Brian Cowen, confronté au risque d'implosion de la coalition qu'il dirige et particulièrement fragilisé depuis l'annonce, lundi, d'élections anticipées l'année prochaine, a tenté de rallier les Irlandais : *"Nous sommes un petit peuple, fier et résilient."*

Des *"désordres sociaux"* sont à prévoir, a estimé Eamon Devoy, un responsable du TEEU, un des principaux syndicats du pays, qui appellent à une manifestation massive samedi. Mercredi matin, le ministre des transports, Noel Dempsey, a découvert un immense *"Traîtres"* barrant en lettres rouges la façade de sa permanence locale.

## L'EUROPE DE MAASTRICHT (2)

### Grève générale massive contre l'austérité au Portugal

LEMONDE.FR avec AFP et Reuters  
| 24.11.10

Avions annulés, ports paralysés, métros fermés : la grève générale contre l'austérité était massivement suivie mercredi 24 novembre au Portugal, affectant fortement l'ensemble des services publics mais aussi les grandes entreprises, dans un mouvement d'une ampleur inédite depuis 1988.

*"C'est la plus grande grève [qui ait jamais eu lieu], plus importante que celle de 1988",* année de la dernière grève générale unitaire du pays, a déclaré Joao Proença, secrétaire général de la centrale UGT, l'une des deux centrales syndicales ayant appelé à la grève. *"Dans la grande majorité des cas, la mobilisation est même plus forte que lors des grèves sectorielles et ne concerne pas seulement le secteur public, mais aussi le secteur privé",* a souligné M. Proença.

Dans un premier point en début d'après-midi, la ministre du travail Helena André a tempéré, qualifiant de *"très réduite"* la mobilisation du secteur privé. La ministre a précisé *"se fonder sur la consommation de l'électricité qui n'a pas baissé"*.

### LE SECTEUR DES TRANSPORTS TRÈS MOBILISÉ

Le mouvement, convoqué par la CGTP et l'UGT, unies pour la première fois depuis 1988, provoquait mercredi la paralysie quasi totale des transports publics, alors que tous les vols commerciaux au départ comme à l'arrivée au Portugal étaient annulés. Plus des trois quarts des trains ont été annulés et 60 % des autobus, selon des chiffres fournis par les directions de Comboios de Portugal et Carris. A Lisbonne, aucun métro ne circulera de la journée, et le transport fluvial entre les deux rives du Tage a été interrompu.

La grève paralysait également le secteur de l'éducation, avec de nombreuses écoles fermées, et de la santé, la plupart des hôpitaux assurant seulement un service minimum d'urgence, selon des sources syndicales qui indiquent que le mouvement était également *"massif"* dans les grandes entreprises, notamment dans le secteur de la construction automobile, avec plus de 90 % de grévistes à Autoeuropa ou Sakhti.

Les deux principaux syndicats portugais ont appelé à une grève générale pour protester contre les mesures d'austérité censées réduire la dette et le déficit du pays : le budget 2011, qui doit être voté vendredi par le Parlement, ambitionne de ramener le déficit public de 7,3 % en 2010 à 4,6 % l'an prochain, notamment par une baisse des salaires du secteur public, la diminution de nombreuses prestations sociales et des hausses d'impôts.

### APRÈS L'IRLANDE, LE PROCHAIN PAYS SUR LA LISTE

Bien que massif, ce mouvement risque cependant de se heurter à la détermination du gouvernement minoritaire dirigé par le socialiste José Socrates. Le premier ministre compte d'autant plus garder le cap que, après l'aide réclamée par l'Irlande à l'Union européenne et au Fonds monétaire international, les investisseurs désignent le Portugal comme le prochain pays de la zone euro qui sera contraint de solliciter un soutien extérieur pour rétablir ses comptes. José Socrates a d'ores et déjà prévenu qu'il maintiendrait ses projets de baisse des salaires et de hausse de la fiscalité pour ne pas faire subir au Portugal le même sort que ceux de l'Irlande et de la Grèce. *"La grève ne provoquera peut-être pas de modification radicale dans la politique d'austérité du gouvernement, mais elle constitue un élément supplémentaire d'incertitude*

*dans la situation déjà instable du pays",* reconnaît Elisio Estante, sociologue à l'université de Coimbra.

### Depuis des semaines, des banderoles ont été déployées à Lisbonne pour inviter les salariés du privé à se joindre à la grève.AP/Francisco Seco

Depuis des semaines, des banderoles ont été déployées à Lisbonne pour inviter les salariés du privé à se joindre au mouvement. *"Ce sont les travailleurs qui paient pour la crise, pas les banquiers ni les actionnaires des grandes sociétés",* s'emporte Leandro Martins, retraité de 65 ans. *"C'est une grève contre les politiques de droite, pour réclamer une nouvelle politique au service du peuple portugais",* ajoute-t-il.

Contrairement à l'Irlande, qui est brusquement passée d'une forte croissance à une profonde récession après l'éclatement de sa bulle immobilière, le Portugal est confronté depuis des années à une croissance faible et à un déclin de sa compétitivité. Pour certains économistes, ces deux facteurs pèsent sur sa capacité à surmonter la crise de la dette. Même si son économie croît cette année, des économistes craignent que le pays bascule de nouveau dans la récession l'an prochain du fait des mesures d'austérité. La hausse des impôts et la baisse des salaires des fonctionnaires devraient ainsi limiter la consommation. Le taux de chômage, qui atteint déjà son plus haut niveau depuis les années 1980 à 10,9 %, devrait continuer à augmenter.

La dernière grève générale au Portugal remonte à mai 2007 et avait été organisée à l'époque par la seule CGTP, proche du Parti communiste, pour protester contre la politique de rigueur menée par le premier gouvernement socialiste de José Socrates avec pour but, déjà, de redresser les déficits.



# RENAULT ruine la légende du gouvernement sur l'emploi des seniors !



C a m o u f l e t pour le gouvernement qui s'appuyait sur le maintien des seniors dans l'emploi : Renault vient de proposer à 3000 de ses

salariés âgés de 58 ans un départ en retraite anticipé. Cet évènement prouve le décalage entre discours gouvernemental et réalité du maintien dans l'emploi des plus de 50 ans !

En juin 2010, Laurent Wauquiez [dans Le Parisien](#), déclarait : " ... / ... En fermant le robinet des préretraites financées par l'Etat, nous avons mis fin à cette machine de ségrégation ... / ... "

Robinet, dont les entreprises multinationales françaises, peuvent se passer, lorsqu'elles entendent "**gérer une période de sous-productivité**". En effet, le coût des péréretraites en France pouvant être largement financé, par recours à la délocalisation de la production vers des pays à bas coût salariaux !

Et pourtant, bien décidé à reporter l'âge de la retraite à 62 ans, le gouvernement avait mis en place un discours pour faire "passer la pilule" à tous ceux qui a plus de 50 ans craignaient de perdre leur emploi ou l'on déjà perdu !

Le plus loquace était Laurent Wauquiez secrétaire d'état à l'emploi (passé depuis aux [affaires européennes](#)) : " *La France, quels que soient les gouvernements, a géré statistiquement le chômage en renvoyant les seniors chez eux, pour dégonfler les chiffres. Depuis des années, on peut dire qu'on a organisé un vrai massacre. On a habitué notre pays aux préretraites. Résultat : en France, 38 % des 55 ans et plus ont un emploi, contre 50 % en Europe et 70 % en Suède ! Mais ce n'est pas la seule conséquence. Car, à la longue, cette politique a installé l'idée qu'arrivé à l'âge de 50 ans, un salarié a déjà sa carrière derrière lui. De plus, quand un demandeur d'emploi cherche un travail, il peut s'entendre dire qu'il est trop âgé pour le poste proposé...*" - Octobre 2009 - [Midi Libre](#)

Au fait où en est-on des plans censés améliorer l'emploi des seniors ?

" L'obligation faite aux entreprises

d'améliorer l'emploi des seniors commence à produire des effets positifs mais **les décisions d'embauche restent encore très minoritaires** ... / ..." [écrivait l'AFP](#), le 16 novembre, commentant une étude du cabinet Mercuri Urval

Mais que propose Renault à ses salariés ?

" Renault a proposé mardi des départs anticipés à la retraite pour pénibilité à 3.000 salariés sur trois ans ... / ... La mesure, dans le cadre de la gestion prévisionnelle des emplois et compétences (GPEC), serait ouverte aux ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise de la maison-mère et des filiales industrielles en France, âgés de 58 ans et plus début 2011, et ayant effectué 15 années de travail posté (travail en équipe par roulement) ou ayant une incapacité permanente d'au moins 10%. Ils auraient la possibilité de partir en préretraite, financée par l'entreprise, jusqu'à l'âge légal de départ. Le salaire de remplacement pourrait s'élever à 75% du salaire brut ... / ... " - [A F P / G o o g l e](#)

Nul doute que dans un contexte économique devenu moins favorable avec la fin programmée de la "[prime à la casse](#)" et la [diminution](#) progressive du bonus écologique, les salariés concernés, vont accepter dans leur très grande majorité, de profiter de cette "brèche", dans la légende gouvernementale. Et nous leur donneront, oh combien, raison !

La première à réagir a été la "madone" de la [retraite à 67 ans](#) et des [fonds de pension obligatoires](#) pour les salariés : Laurence Parisot. Elle a : " ... / ... jugé "étonnant" ce choix pour les seniors de Renault, "dont un des actionnaires est l'Etat", y voyant un "signal contradictoire", alors que la réforme relevant l'âge de la retraite vient d'être promulguée ... / ... " . . .

Tout en oubliant de préciser que ce type d'accord avait déjà été conclu par d'autres entreprises comme Rhodia : " ... / ... Le DRH du chimiste avait souligné que la réforme gouvernementale "ignore" le "travail posté", qui "a un effet

indiscutable sur l'espérance de vie", sans se voir "forcément à 60 ou 62 ans ... / ... " - [AFP/Google](#)

Et surtout en continuant à ânonner sur : "... / ... des [mécanismes de tutorat](#) entre juniors et seniors " qui semblent désintéresser, au plus haut point, les entreprises

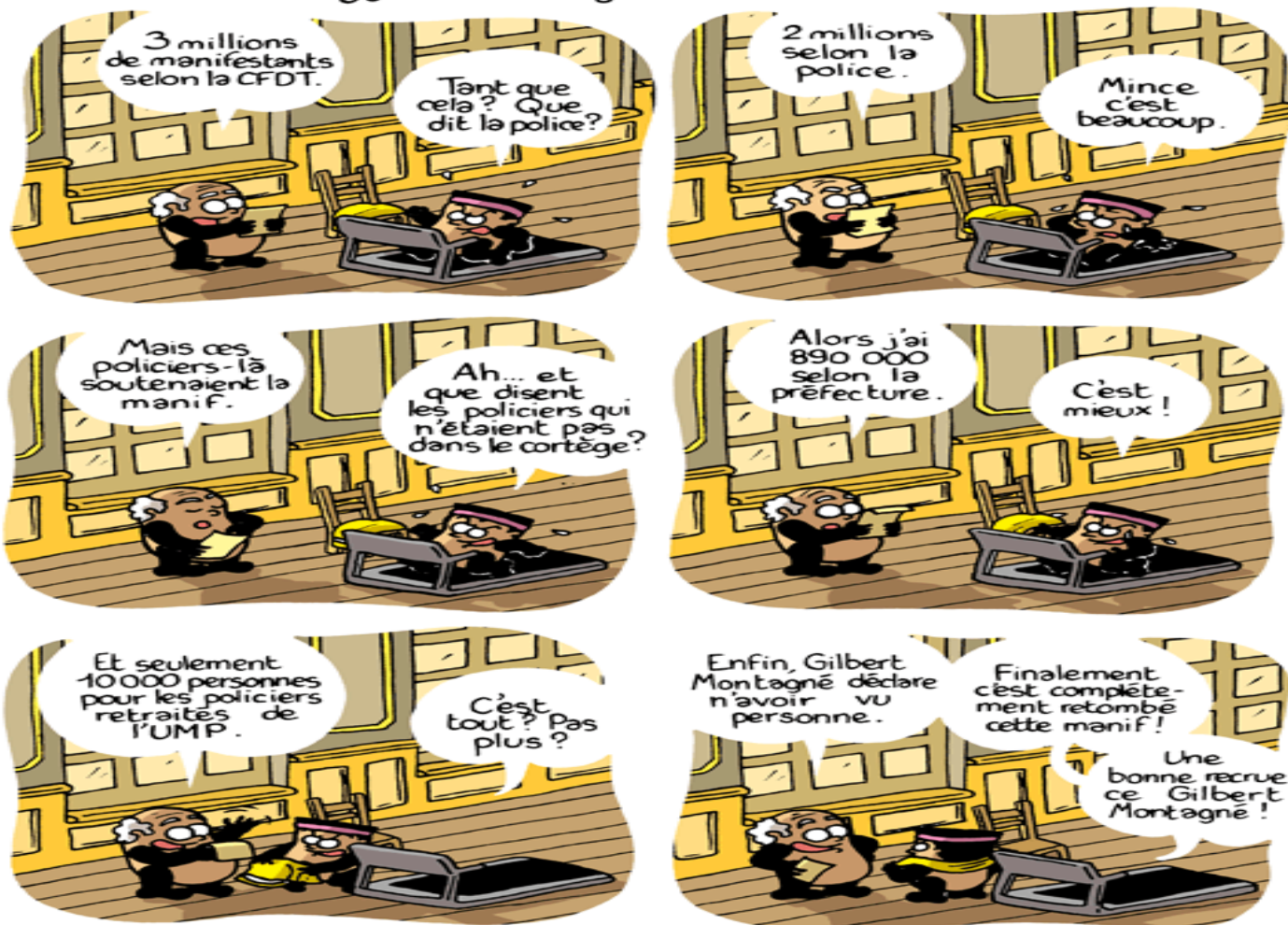
Néanmoins, si certains salariés vont pouvoir prendre une retraite anticipée bien méritée, il ne faut pas oublier comme nous l'expliquent Les Echos que : " ... / ... Plus largement, les salariés font aussi les frais de la stratégie de délocalisation du groupe au losange. **Sur les neuf premiers mois de cette année, celui-ci n'a fabriqué que 369.000 voitures particulières en France, soit 20 % du total avec les marques Dacia et Samsung. Et les choses ne vont pas s'arranger avec la prochaine usine en construction à Tanger (Maroc), vouée quasiexclusivement à l'exportation. Renault pourrait réduire ses capacités industrielles dans l'Hexagone de l'équivalent de 500.000 voitures dans les trois ans à venir, selon les analystes d'Exane BNP Paribas** ... / ... " - [Les Echos](#)

Ce qui ressemble à s'y méprendre à ... un dégraissage déguisé, comme l'indique la CGT qui : " Dans un communiqué, s'inquiète des embauches qui sont proposées en contrepartie, la direction ayant annoncé, selon elle, qu'elles ne compenseraient pas les départs ... / ... " - [Le Point](#)

Oui, mais dans la mesure où il s'agit de délocaliser pour permettre aux entreprises de gagner en compétitivité Claude Bébear président de l'institut Montaigne qui [déclarait](#) : " *délocaliser est un devoir pour les entreprises*" et Laurence Parisot qui [renchérissait](#) : " ... / ... la délocalisation n'est pas une perte pour l'économie française mais une valeur ajoutée supplémentaire ... / ... " ne verront finalement pas d'un mauvais oeil cette "entorse" qui ne concernera finalement que quelques salariés . . .

Alors, il ne reste plus qu'à souhaiter une bonne préretraite aux seniors de chez RENAULT concernés, tout en pensant, à ceux qui ne travaillent pas dans une entreprise multinationale de plus de 55.000 salariés, et vont plus probablement connaître ... la précarité des chômeurs en fin de droits !

## Les chiffres de la grève



## La fraude sociale est d'abord le fait... des entreprises Par Laurent Mucchielli - Comportements délinquants

3 11 2010

On s'en souvient, début 2008, le ministre du budget - Eric Woerth - avait déclaré la guerre à la fraude sociale : « A un moment où beaucoup de Français souffrent des effets de la crise, il est insupportable que certains abusent de notre système de protection sociale. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement a pris de nombreuses mesures pour renforcer l'efficacité de la lutte contre les fraudes ». Toutes une série de mesures ont suivi la publication du décret du 18 avril 2008 relatif à la coordination de la lutte contre les fraudes et créant une délégation nationale à la lutte contre la fraude.

De fait, la détection de la fraude s'est améliorée et les premiers éléments de bilan sont un peu passé inaperçus durant l'été dernier (où l'on a surtout parlé une fois encore de « l'insécurité »). Alors, qui sont les plus gros fraudeurs ?

Surprise : ce ne sont pas les (salauds de) pauvres (et d'immigrés bien sûr), mais les entreprises ! L'Urssaf (Union de Recouvrement des Cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales) a contrôlé en 2009 environ 20 % des sociétés de plus de 200 salariés et 10 % des autres. Et il s'avère que 63 % des entreprises contrôlées ont fait l'objet d'un redressement pour fraudes fiscales ou erreurs dans leurs déclarations. Du côté des particuliers, le rapport de la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) d'avril 2010 recensait 200 000 fraudeurs parmi les bénéficiaires de prestations sociales, soit seulement 2,15 % des allocataires.

La principale cause des redressements des entreprises est le recours abusif par l'employeur à des rémunérations déguisées (des primes et avantages en nature telles que des voitures de fonction par exemple). L'Urssaf a détecté en outre des irrégularités pour profiter des mesures dérogatoires comme les allègements de charge sur les bas salaires (non respect des seuils), ainsi que des fraudes dans les déclarations de frais professionnels (repas d'affaires non justifiés par exemple). Du côté des particuliers, les prestations sociales les plus fraudées sont le RMI (le taux de fraude est évalué à 3,6 % des versements) et l'Allocation de parent isolé (3,1 %). Ces deux prestations ont été, depuis, fondues dans le RSA.

# Memento

Mon très cher journal,

Il est 09h15. Bien sûr pour toi, il n'est que 08h00. C'est l'avantage de ton système, basé sur la confiance (ouarf !), je peux accumuler les heures comme d'autres les emmerdes. D'ailleurs les seules fois où je me lève tôt, c'est pour faire un « visa » ce qui dans le jargon douanier veut dire que je me pointe au boulot insidieusement pour voir si les agents sont à l'heure et n'abusent pas de la « confiance » placée en eux. C'est d'un cynisme ! Je suis à peine arrivé, les volets encore baissés, que j'appelle le CSD, c'est le pied ! C'est une manie que j'ai, je ne peux m'en détacher, j'aime mon CSD, j'aime mon CSD ! C'est mon chef, mais aussi mon ami, une épaule rassurante, une oreille où m'épancher, un peu comme une femme, mais avec un organe masculin... Quoique ?

Aujourd'hui, je vais m'occuper de la cote de service et pleurer sur mon sort. C'est ce que je fais le mieux. Pleurer sur mon sort... Et puis t'écrire, plein de trucs intéressants comme cet agent venu au travail sans s'être rasé, tel autre qui a dit « que la Douane ça devenait n'importe quoi » (en même temps, si on ne peut pas lui donner tort, il n'a pas à exprimer ses sentiments à haute voix. C'est de l'insubordination ! Je ne suis pas devenu Chefaillon pour accepter d'entendre ce genre de propos ! On a une conscience professionnelle ou on a pas !) Que t'écrivais-je ? Oui ! Pense-tu que ce soit à moi d'appeler en premier le CSD ? J'aimerais tant qu'il fasse le premier pas... Sa voix résonne en moi, titillant ma fibre comme l'archer la corde du violon... (Soupir)

Désolé ! Je suis tout le temps interrompu. Mon adjoint me demandait s'il pouvait coter ses amis ensemble pour une vacation matin/nuit. Ils adorent être réunis ! Je m'en fous, je laisse faire ! C'est une bonne équipe. L'autre nuit, ils ont fait un contentieux de 20 grammes de shit, une visite domiciliaire et une poursuite à vue à près de 160 Km/h dans les rues du Havre. Avec mon CSD adoré, on les a nommé la BAC, la Bande d'ânes cintrés. Ils sont un peu fous, mais il faut bien qu'ils s'amusent. Je les ai couverts dans la procédure parce que j'en connais certains qui voudraient leur faire du tort. Et le tort tue ! Ah ! Ah ! Ah ! Je suis drôle comme type mais à part mon CSD, personne ne s'en aperçoit. Snif !

Quand je vois le nombre d'absences syndicales que j'ai à intégrer dans Mathieu, ça me rend fou ! On devrait interdire les syndicats ! Ça ne sert qu'à emmerder les collègues qui veulent faire leur carrière sans faire de vagues. Celle là, je l'ai surnommé Zaza, parce qu'elle prend des Asa, Autorisation d'absence syndicale, ça a beaucoup fait rire mon adjoint. Lui aussi, il les déteste, il dit « qu'il faudrait les foutre devant un peloton d'exécution ». Il aime beaucoup la guerre mon adjoint, comme tous les lâches, il fantasme dans les combats du passé, sa lâcheté quotidienne le rendant para(no)-militaire. Mais il est gentil, aimable, prévenant, soumis aussi... Mais je m'en méfie comme le lait sur le feu, parce qu'ils seraient prêts à prendre ma place. Et ça, il n'en est pas question ! Je n'ai pas fait toutes ces courbettes à chopper une scoliose, avalé tant de couleuvres à avoir la peau d'un serpent, pour qu'un autre vienne brouter sur mon paillason !

La suite au prochain numéro...



## **Le revenu de base inconditionnel pour tous appelé aussi "le revenu de vie"**

**Le premier film ayant pour thème un concept d'avenir qui nous concerne tous: le revenu de base inconditionnel pour tous.**

Un sujet tabou qui déclenche des émotions et pose des questions. La liberté d'aller au bout de ses projets ? L'égalité ? La fraternité ? Ou bien le déclin de la société compétitive ? Qui va payer ? Qui va conti-

nuer à travailler ?

Le revenu, c'est comme l'air sous les ailes de l'oiseau.

Avec le revenu de base, le revenu devient un droit civil. Bienvenue sur terre ! □ C'est avec ces mots que commence le film. Est-ce que ça peut marcher ?

Le film prend le contre-pied d'idées bien arrêtées, amène à réfléchir et surprend là où l'on n'aime pas trop regarder...



### **"Revenu de base, une impulsion culturelle" de Enno Schmidt et Daniel Häni (110 mn)**

**Rejoignez nous sur <http://revenudebase.free.fr/>**

**plus d'informations et documents de fonds traduits de l'allemand, ainsi que des liens toujours plus nombreux sur le sujet.**

## Compte rendu CRM ex-ceptionnel du 17/11/2010

- CGT : DAMAR Sandrine, LE BRAS Anne, GEHAN Sébastien

### Restitution d'un logement

En préambule les organisations syndicales insistent sur le fait qu'elles sont sollicitées pour se prononcer sur un vote qui n'aurait jamais du se présenter à eux si l'Administration avait joué son rôle dès le début.

Après concertation, les OS votent à l'unanimité pour l'engagement d'1 procédure d'exclusion d'un locataire de la Cité après en avoir précisé les conditions de mise en application.

L'ensemble des OS, les représentants de l'administration ainsi que le Président de la Masse ont voté pour ***une exclusion et non pas une expulsion à la condition expresse que cette exclusion soit accompagnée de mesures sociales et d'un accompagnement médical réel et effectif.***

Les OS exigent également qu'une enquête inter-administrative soit diligentée afin de dénoncer les dysfonctionnements et les manquements dans le traitement de ce dossier et d'éviter la réitération de tel cas.

### Avenir de la Cour Sud : La Mairie

Le Président de la Masse précise qu'il n'a toujours pas été saisi officiellement du dossier par l'EPA Masse .....

Il nous fait part d'un courrier de M. Baroin à M. Rufenacht au sujet d'un projet de rénovation du quartier Danton qui concerne en particulier l'ensemble immobilier domanial géré par l'EPA Masse, concernant 150 logements et une parcelle que la municipalité veut acquérir en vue d'un jardin public.

La parcelle serait acquise pour une valeur estimée par France domaine, en accord avec les services de la Masse du Havre et sous la condition d'un jardin clôturé et sécurisé ainsi qu'une délimitation entre le jardin et les bâtiments de la cité en ménageant un espace suffisant pour la tranquillité des locatari-

res.

Le 05/11/2010, le Président de la Masse a rencontré M. Pernot, Directeur Général des Services de la Mairie.

Au sujet du projet de jardin public, M le Président lui a rappelé qu'il n'est pas propriétaire des lieux et n'a donc rien à vendre ni à céder et a insisté sur l'importance de conserver un accès pour les véhicules de secours en cas d'incendie.

Le Président essaye de nous vendre le projet en précisant que de toute façon la parcelle serait vendue à plus ou moins long terme, sous-entendu un jardin vaut peut-être mieux qu'un projet immobilier....

2 options s'offrent à nous selon lui :

- 1 : pas de changement de propriétaire : le jardin resterait la propriété de l'EPA Masse et une convention serait passée entre le maire et la masse des Douanes . L'entretien serait assuré par la Mairie moyennant des conditions d'accès au jardin : heures d'ouverture, fermeture
- 2 : Session à la mairie avec aménagement par la mairie à convenir.

Le projet d'acquisition de la cour d'honneur cache vraisemblablement la volonté de la municipalité de bénéficier d'un accès entre les rues de Tourville et de Bougainville pour les piétons et vélos dans un premier temps mais pourquoi pas un bus ou des voitures dans l'avenir ???

Le Président s'est officiellement opposé au projet en s'appuyant sur le fait qu'un tel passage ne respecte pas les conditions du Ministre à savoir l'aménagement d'un espace suffisant pour permettre la tranquillité des habitants de la Cité.

La CGT refuse de se prononcer sur telle ou telle hypothèse en rappelant que notre syndicat refuse le projet dans son intégralité.

M.Géhan rappelle également que ce projet consiste à priver, d'un espace de vie collectif, des habitants qui payent une redevance d'occupation et qui ne sont pas logés gra-

cieusement par l'administration comme le lui a avancé M. Pernot lors de son (entrevue).

Les OS se prononcent à l'unanimité contre ce projet d'aménagement de la cour sud.

### Questions diverses :

Aménagements des locaux à vélos :

Le projet aboutit en fin mais ne verra le jour qu'en février 2011 ( la société est débordée jusque là). Le local du bâtiment B escalier A et celui du bâtiment D seront donc équipés en systèmes de rangement.

**Interphonie : Le projet est entériné. Le choix d'une porte à vérous et un système de digicode???? ont été choisis.**

Bilan thermique : Pas de nouvelle. Le rapport serait dans les murs du service central mais il ne serait pas complet.... Pour rappel, l'expert a visité les logements de la cité au mois de mai dernier !!!

Le marché public pour l'entretien de l'aire de jeux a été renouvelé auprès de la société Ad Hoc, déjà titulaire du marché en 2010.

Locaux de la cité occupés par les associations

Je laisse cette partie à Seb

Remplacement du gardien : Rien de neuf. M. Guérout n'a pas encore signifié officiellement son départ en retraite. Son remplacement, sous contrat Berkani, est toujours prévu par l'intermédiaire de Pôle Emploi.

### Commission de classement

Les 3 demandes de logement ont été honorées, à savoir :

- 1 F1 Bâtiment B
- 1 F3 Bâtiment D
- 1 F5 Bâtiment E.

Les OS ont demandé que dorénavant des précisions soient portées aux dossiers de demande de logement en ce qui concerne la nature de la mutation : classique, sortie de stage ou autre....



## Délégation CGT Finances SEINE MARITIME

### COMPTE-RENDU DE LA VISITE CHS DU BUREAU CENTRAL DU 08/11/2010

**Présents pour les représentants du personnel au CHS :** Mr RICHER CGT DRFIP,

Mme QUINTARD CGT douanes, Mr FOUCHE SOLIDAIRES douanes

Notons que la visite s'étant organisée précipitamment le médecin de prévention et l'inspecteur Hygiène et Sécurité n'ont pu être présents.

Apprenant que les agents allaient emménager dès mardi 09/11/2010 dans les nouveaux locaux du BUC, la CGT a demandé une visite expresse dès lundi matin auprès du DR avant que les agents ne s'y installent.

Arrivés au bureau central nous constatons **divers dysfonctionnements** :

A notre arrivée, nous sommes stupéfaits de voir l'état de saleté général des locaux, (**peinture au sol, poussière omniprésente, plâtre au sol .....**) Nous demandons des explications à notre DR en lui faisant remarquer qu'il est hors de question que les agents s'installent dans de telles conditions. Celui-ci répond que le chantier a été sous la responsabilité de la DI, ce qu'il déplore. Nous apprenons après un coup de téléphone passé auprès de notre DI qu'un contrat avec la société ONET a été signé pour le nettoyage complet des locaux (contrat passé depuis le 20 octobre 2010) **Quid de l'efficacité ?????** L'administration après avoir contacté immédiatement la société ONET a obtenu que le plus gros du nettoyage soit effectué dans la journée avec du personnel suffisant.

**Entrée du hall d'accueil :** Le paillasson actuel n'est pas adapté à l'espace prévu présentant donc un risque de chute pour le public et le

personnel.

L'administration s'engage à faire le nécessaire immédiatement.

**Local social :** Les deux fenêtres sont cassées, les fenêtres actuelles étant les anciennes aucun budget n'a été alloué à leurs remplacements. L'administration s'engage à les faire réparer.

Nous demandons également des prises de courants électriques supplémentaires compte tenu des besoins. L'administration doit faire le nécessaire.

Le frigidaire présent nous apparaît sous dimensionné, l'administration nous informe que 2 frigidaires supplémentaires seront livrés prochainement.

**Pôle accueil grand public :** Nous demandons que la commande qui actionne la porte coulissante vitrée soit déplacée car elle n'est pas accessible par les agents d'accueil.

Nous demandons à ce qu'une armoire qui coupe le service en deux soit déplacée et nous privilégions le remplacement de celle-ci par des petits rangements sous les fenêtres afin d'optimiser l'espace ce qui amènera également un espace supplémentaire pour agrandir l'espace de travail de l'agent d'accueil.

**Dans le local archives :** nous observons qu'il n'y a aucun rangement livré.

L'administration nous informe que c'est en cours d'aménagement.

Il existe deux locaux destinés à la **reproduction** qui seront équipés d'une photocopieuse chacun. Ces deux locaux étant relativement éloignés de l'accueil

nous demandons le rajout d'une photocopieuse supplémentaire. L'administration s'engage à faire le maximum pour en fournir une de plus à l'accueil.

Les collègues avaient demandé à ce que des casiers individuels soient prévus dans les sanitaires nous constatons que malgré leurs présences sur nos plans ils sont absents. Nous reformulons cette demande à l'administration.

Nous constatons également qu'il

manque une vasque dans chaque sanitaire par rapport à notre plan, l'administration va se renseigner.

Nous notons que l'administration s'engage à ce que tous les stores et les volets soient changés dans la quinzaine.

**A noter :**

**Nous laissons les agents des services concernés prendre leurs marques. Nous repasserons dans les services dès que possible afin de répertorier avec eux tous les problèmes subsistants. Nous nous réservons le droit de redemander une visite de site avec le médecin de prévention, l'inspecteur Hygiène et sécurité et les autres membres du CHS DI afin d'améliorer leurs conditions de travail.**



**LA LIBERTÉ, C'EST DE SE SYNDIQUER !!!**

**BULLETIN D'ADHESION 2010/2011 :**

**NOM ;**

**PRENOM ;**

**BRANCHE : OP/CO-AG-SURV (Barrer les mentions inutiles)**

**Année d'entrée dans l'administration ;**

**Indice ;**

**Résidence administrative ;**

**Adresse administrative ;**

**Adresse personnelle ;**

**Grade ;**

**Indice ;**

**Fait à**

**Le**

**Bulletin à adresser à un responsable de la CGT**